

Samedi 16 mai 2020

CAS SUSPECTS DE COVID-19 DANS LES ÉCOLES : L'OMERTA DOIT CESSER !

Après deux jours de pré-rentrée et deux jours d'accueil des élèves dans les écoles, nous ne pouvons que constater la véracité de nos [déclarations précédentes](#) : **les écoles et les personnels ne sont pas prêts, et les conditions de sécurité ne sont pas réunies.**

Du déconfinement...

Le déconfinement a démarré à la date fixée par Macron, mais sans les moyens pour protéger la population :

- Les masques qui sont distribués et dont le gouvernement fait une généreuse communication ne protègent pas celles et ceux qui les portent. Seuls les masques FFP2 le peuvent.
- La politique de dépistage massif ne s'applique qu'à partir d'un cas avéré et non pas d'un cas suspect, ce qui met à mal le principe de précaution.
- Les dispositions à l'égard de la garde d'enfant et de la prise en charge du chômage partiel vont être arrêtées par le gouvernement, augmentant la pression sur les parents, sur les salarié-es.

Ce gouvernement pousse la population à un choix impossible : rester chez soi et préserver sa santé, ou s'exposer délibérément pour subvenir à ses besoins.

... à la déconfiture

Ces quatre jours de retour dans les écoles ont suffi à démontrer l'absurdité d'une réouverture des écoles sans moyens ni précaution.

À Montpellier, [deux cas de suspicion](#) de Covid-19 sont déjà recensés, dans deux écoles différentes ([Malraux](#) et [Cocteau](#)).

Dans d'autres départements, les cas suspects ou positifs se multiplient : à [Douarnenez](#) (29), [Tours](#) (37), [Fains-Véel](#) (55), [Saint-Etienne](#) (42), [Toulon](#) (83), [Bourges](#) (18), [Le Mans](#) (72), [Sens](#) (89), [Chalon-sur-Saône](#) (71), [Fenouillet](#) (31), [Saint-Flour](#) (15), [Volx](#) (04), [La Bâtie-Montgascon](#) (38), [Brest](#) (29), [Marseille](#) (13), [Angoulême](#) (16), [Avesnes sur Helpe](#) (59) [Bolbec](#) (76), en [Dordogne](#), dans les [Pyrénées-Orientales](#), dans le [Centre-Val de Loire](#), dans [l'Indre](#), en [Vendée](#), dans le [Lot-et-Garonne...](#)

La liste est loin d'être exhaustive !

Les personnels enseignants et municipaux découvrent avec effarement que **le protocole sanitaire n'applique aucun principe de précaution dans l'attente du test** des personnes potentiellement atteintes.

En effet, le protocole sanitaire prévoit que l'école peut rester ouverte, les personnels qui ont été en contact avec le cas suspect peuvent recevoir des élèves et fréquenter les locaux... Ce n'est que lorsque le test s'avère positif que le protocole sanitaire envisage la fermeture du bâtiment et l'isolement de toutes les personnes en contact avec le cas positif.

Déconfiner en protégeant la population

Bien sûr on ne peut pas rester confiné-es éternellement, et les élèves comme les enseignant-es ont besoin de retrouver le cadre de l'école, mais pas n'importe comment. Qu'a fait le gouvernement pendant ces huit longues semaines de confinement, alors qu'il aurait pu les mettre à profit pour

- réquisitionner ou réorganiser la filière textile et industrielle pour produire massivement des masques FFP2, plutôt que de dépendre d'importations hasardeuses ou de fabriquer des masques en tissus inutiles ;
- réquisitionner ou réorganiser le secteur médical pour produire en masse le matériel nécessaire aux tests (écouvillons, principes actifs...) et à la protection (blouses, surblouses, surchaussures, charlottes...) ; dont nous ne disposons toujours pas en quantité suffisante ;
- penser et préparer le déconfinement, en ciblant les priorités

C'est pourquoi nous revendiquons

- **l'application du principe de précaution en cas de suspicion de Covid-19** : fermeture de l'établissement et isolement des personnes en contact dans l'attente du résultat du test ;
- **une réouverture véritablement pensée et organisée pour finir l'année scolaire**, afin d'engager le retour des élèves et enseignant-es de façon cohérente, en ciblant les priorités : élèves en difficulté, décrocheurs, élèves de familles accompagnées socialement...
- **préparer d'ores et déjà la rentrée prochaine, par un grand plan d'urgence pour l'éducation** : recruter massivement du personnel (enseignant-es, RASED, psychologues scolaires, AESH, AED...), accompagner les collectivités pour aménager les locaux et les aider à recruter du personnel d'entretien, repenser les programmes, développer enfin la médecine de prévention pour les personnels et la médecine scolaire pour les usagers...

Pour connaître tous les moyens légaux à votre disposition, n'hésitez pas à lire [nos articles](#).